

Banques et dette publique

L'activité principale d'une banque consiste à octroyer des crédits, c'est-à-dire des prêts ou encore à avancer de l'argent aux agents économiques que sont les particuliers (on dit aussi les ménages), les entreprises et les administrations publiques (Etats, municipalités/communes...)
Financer l'activité de ces agents économiques revient à créer des liquidités, de la monnaie comme nous allons le voir.

1

La monnaie.

Qu'est-ce que la monnaie ?

La monnaie est généralement définie comme

- un instrument de mesure (le prix)
- un instrument de réserve de valeur (capacité de transférer dans le temps un pouvoir d'achat)
- un instrument de paiement (la fonction principale de la monnaie)

Cette définition nous renseigne sur son utilité mais pas sur sa nature

2

La masse monétaire et ce qui la compose.

Quand on parle de monnaie, on visualise les billets et les pièces, la monnaie fiduciaire. En réalité cette monnaie fiduciaire constitue moins de 15% du total de la monnaie en circulation.

La principale forme de monnaie est la monnaie scripturale (les dépôts à vue sur notre compte courant en banque).

Le montant total de monnaie en circulation dans un pays ou une zone (eurozone) s'appelle la masse monétaire.

Cette masse monétaire est divisée en agrégats selon des critères de liquidités.

L'agrégat M1 = l'agrégat le plus liquide. Il reprend comme dit ci-dessus la **monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale**.

L'agrégat M2 = M1 + autres dépôts négociables (dépôts à terme d'une durée inférieure à 2 ans, comptes d'épargne (en Belgique), Codevi (France...))

M2-M1 est aussi appelé quasi monnaie.

L'agrégat M3 = M2 + les instruments négociables (titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire, titres de créances d'une durée égale ou inférieure à 2 ans.

Petite histoire et évolutions de la monnaie.

De l'antiquité jusqu'au milieu du XVII^{ème} siècle, la monnaie, qui a remplacé le troc, a pris plusieurs formes mais l'or, surtout, a été utilisé car en raison de sa rareté, de son inaltérabilité et aussi parce qu'il peut être facilement travaillé.

Transformation des orfèvres en banquiers au XVII^{ème} siècle.

A Londres, les riches marchands confient leur or à des orfèvres qui en échange leur remettent un certificat de dépôt. Au fil du temps, ces certificats de dépôts deviennent transmissibles (au porteur) et sont libellés en livre sterling pour des montants ronds.

A la fin du 17^{ème} siècle (1694) fut créée la première banque centrale, la Banque d'Angleterre. C'est un privilège octroyé aux banquiers londoniens contre un prêt consenti à la couronne.

Bien que toujours gagés sur l'or, l'usage de la monnaie-papier n'a cessé de se généraliser en dépit des crises.

Au 19^{ème} siècle, les Etats s'arrogent le monopole de création monétaire et imposent des règles d'émission rigoureuses.

La Banque de France est créée en 1800 et est chargée d'émettre des billets payables à vue et au porteur, en contrepartie de l'escompte d'effets de commerce.

En contrepartie de son privilège, la Banque de France est amenée à consentir des avances à l'Etat lorsque la situation des finances publiques l'exige.

Lors des guerres les Etats décrèteront souvent le cours forcé de leur monnaie, ce qui signifie l'abolition de l'obligation de convertibilité en or des billets.

A la conférence de Gênes en 1922, les Etats-Unis décident de conserver l'étalon-or classique. Le dollar repose sur l'or, la livre sterling sur le dollar, et les autres monnaies européennes sur la livre sterling.

En 1931, la Grande-Bretagne abandonne le système de monnaie convertible en or, pour pouvoir augmenter sa masse monétaire.

En 1934, le dollar est défini comme 1/35 d'once d'or.

Les accords de Bretton Woods en 1944 confirment un système monétaire qui repose sur le dollar, seule monnaie encore ancrée à l'or.

Le 15 août 1971, Richard Nixon décide de supprimer la libre convertibilité du dollar américain toujours fixé jusque là à 35 dollars l'once d'or. C'est l'abandon de l'étalon-or.

A partir de mars 1973 est instauré le régime des « changes flottants » : les monnaies varient entre elles suivant l'offre et la demande.

Il n'y a plus de contrepartie métallique à la monnaie émise, seulement de la dette.

Qui crée la monnaie ?

Les banques commerciales ont aujourd'hui le monopole de la création monétaire scripturale.

Via le crédit bancaire

Via la monétisation des actifs réels et financiers

Quand elle rachète des devises étrangères

Les banques centrales (aussi appelées banques des banques) détiennent le monopole de création de la monnaie fiduciaire qu'elles revendent aux banques commerciales qui doivent répondre aux demandes de monnaie-papier de leur client

Les banques centrales créent la monnaie centrale scripturale. Cette monnaie centrale scripturale ne quitte jamais l'Institut d'émission (autre nom de la banque centrale).

Cette monnaie centrale est aussi appelée monnaie de base, il s'agit des soldes créditeurs des comptes que les banques commerciales ont ouvert à la banque centrale.

Comment les banques commerciales créent-elles la monnaie ?

Par un simple jeu d'écriture au bilan d'une banque commerciale.

Le client X demande un prêt de 10.000 euros à sa banque pour acheter une voiture.

Le client étant jugé solvable ou apportant des garanties suffisantes, la banque lui accorde le prêt et passe l'écriture comptable suivante.

Elle inscrit une créance à l'actif de son bilan et crédite le compte de son client.

Actif	Passif
Créance sur clientèle 10.000	Compte à vue client 10.000

La double inscription d'un même montant à l'actif et au passif du bilan de la banque constitue donc l'acte par lequel elle crée de la monnaie.

La banque peut aussi acheter des titres financiers (actions, obligations privées ou publiques).

On dit qu'elle monétise des actifs réels (x) et actifs financiers.

Comment ?

De la même manière que ci-dessus

Actif	Passif
Investissement/Actions/Obligations 100.000	Compte à vue entreprise 100.000

La double inscription d'un même montant à l'actif et au passif du bilan de la banque constitue donc l'acte par lequel elle crée de la monnaie.

Pour l'Etat ou les entités publiques, c'est un peu plus tortueux, compliqué vu l'intervention du Trésor Public et de la Banque Centrale.

5

Les limites de la création monétaire.

Quasi toute la monnaie en circulation aujourd'hui est ou a été créée de cette manière et n'est plus gagée sur directement ou indirectement sur l'or depuis 1971. Cette création monétaire se fait à partir de rien, on dit *ex-nihilo*.

Mais alors, direz-vous, les banques peuvent créer toute la monnaie qu'elles veulent!

Non il existe des règles dites prudentielles qui limitent la création monétaire.

De 1988 à 2004, le ratio Cooke (accords de Bâle 1) les banques ne peuvent octroyer 100 euros de crédits que si elles ont 8 euros de fonds propres.

A partir de 2004, Bâle 2 (ratio Mac Donough) est entré vigueur. D'autres risques sont pris en compte (opérationnels, de marché). Suite à la crise des subprimes, Bâle 2 a été revu et Bâle 3 verra probablement le jour.

De plus, lorsqu'elles créent de la monnaie les banques commerciales sont tenues de faire face aux « fuites ».

Ces fuites sont

1) les demandes de la clientèle de conversion de monnaie scripturale en monnaie fiduciaire.

2) l'acteur économique (particulier, entreprise, l'Etat) qui a demandé et obtenu le crédit va transférer les fonds reçus vers son (ou ses) fournisseur(s) dont le compte ne se trouve pas nécessairement dans la même banque. Chaque jour il y a des millions de transferts de compte à vue entre les différentes banques et en fin de journée les banques ont soit un excédent ou un déficit de trésorerie sur leur compte à la banque centrale.

Les banques qui ont un déficit empruntent soit auprès des autres banques qui ont un excédent soit auprès de la Banque centrale.

3) les banques sont aussi tenues de verser au titre de « réserves obligatoires » un certain pourcentage de leurs dépôts, actuellement 2% en Eurozone.

Destruction monétaire.

A l'inverse lorsque le client rembourse son crédit ou qu'une obligation est remboursée, il y a destruction monétaire.

La banque passe alors l'écriture inverse.

Mais bien sûr tous ces crédits ne sont pas accordés gratuitement, ils ont lieu contre une rémunération en faveur de la banque, l'intérêt (voir ci-après).

On peut donc conclure que toute la monnaie qui existe aujourd'hui est créée ex-nihilo par les banques, qu'elle est provisoire et payante.

Qu'elle est une monnaie/dette

6

L'intérêt.

Lorsqu'une banque crée de la monnaie via le crédit, l'encours des moyens de paiement augmente, la masse monétaire augmente. De même lors du remboursement d'un prêt la masse monétaire diminue.

Il faut toutefois savoir que tous les crédits ne sont pas issus de la création monétaire.

Tous les crédits octroyés par les banques ne sont pas nécessairement issus de la création monétaire.

D'autres établissements financiers n'ayant pas le statut peuvent également octroyer des crédits mais ces derniers sont issus d'une épargne préexistante(le crédit mutuel).

Les entreprises peuvent également se financer sur les marchés qui leur prêtent de l'épargne préexistante.

S'il est évident que l'organisme ou l'individu qui prête son épargne doit en retirer un intérêt parce qu'il se prive de la disposition, de l'usage de son argent pendant un certain temps et qu'il prend un risque, c'est beaucoup moins évident dans le cas du prêt à partir du néant (ex-nihilo)

De la provient, semble-t-il, l'ignorance cultivée, entretenue et quasi universelle du processus de création monétaire, y compris parmi les employés de banque.

Mais le fait de prélever un intérêt sur un crédit bancaire (ex-nihilo) conduit à **une impasse mathématique.**

En effet, les banques ne créent que le montant du principal. Elles ne créent pas l'argent pour payer les intérêts. D'où cet intérêt doit-il provenir ? Le seul endroit où les emprunteurs peuvent aller pour obtenir l'argent pour payer les intérêts est dans la masse monétaire globale de l'économie, mais presque toute cette masse monétaire a été créée exactement de la même façon, il s'agit de crédit bancaire devant être remboursé avec plus que ce qui a été créé. Donc partout il y a d'autres emprunteurs dans la même situation essayant frénétiquement d'obtenir de l'argent dont ils ont besoin pour payer à la fois le principal et les intérêts à partir d'un réservoir d'argent qui ne contient que les principaux.

Il est clairement impossible que tout le monde rembourse le principal et les intérêts, car l'argent des intérêts n'existe pas. Cela peut même être exprimé par une formule mathématique.

$P/(P+I)$ honoreront leur contrat.

$I/(P+I)$ seront saisis.

Le grand problème est que pour les prêts à long terme, tels que les prêts hypothécaires et les dettes gouvernementales, le total des intérêts excède de loin le principal, donc à moins que beaucoup d'argent supplémentaire ne soit créé pour payer les intérêts, cela engendre une grande proportion de faillites, et non une économie non fonctionnelle. Pour pouvoir rembourser ces dettes, de plus en plus de nouvel argent-dette doit être créé pour satisfaire la demande actuelle d'argent pour rembourser les dettes précédentes. Mais bien sûr, cela rend juste les dettes de plus en plus grande. C'est une spirale sans fin.

Au niveau du système monétaire, les banques voient leurs créances augmenter, le total de leur bilan croître sans cesse alors que les autres agents économiques s'endettent davantage...et ceci est particulièrement le cas pour les **Dettes Publiques**

(source: fauxmonnayeurs.org)

Quelques conséquences privées

L'inflation.

La nécessité de créer sans cesse plus d'argent est une cause de l'augmentation perpétuelle des prix. Comme disait Margrit Kennedy (économiste allemande) « Pour la plupart des personnes, l'inflation semble faire partie intégrante de tout système monétaire, d'une façon presque naturelle puisqu'il n'y a aucun pays sans inflation. Puisque l'inflation est perçue comme inhérente au système les économistes et la plupart des personnes croient que l'intérêt est nécessaire pour contrecarrer l'inflation, or l'intérêt est la cause principale de l'inflation. Par conséquent si nous pouvions supprimer l'intérêt, nous pourrions également supprimer l'inflation.

Encore selon Margrit Kennedy l'intérêt pèse de 30 à 45% dans le prix de tous les biens et services produits. Ce qui signifie qu'il n'y a pas que les emprunteurs qui paient un intérêt sur le prêt mais tous les consommateurs.

Dans les années 80, Margrit Kennedy toujours a réalisé une enquête sur les revenus de 25 millions de foyers allemands, répartis en déciles selon leurs revenus.

Ayant pris en compte les intérêts inclus dans les prêts pour achats de biens de consommation, et ceux perçus par les placements de l'épargne, les résultats démontrent que l'intérêt ne profite qu'à la tranche supérieure, c'est-à-dire à 10% de la population la plus aisée, qu'il est neutre pour les 10% de la classe 9 et qu'il est prélevé (négatif) sur les 8 premiers déciles soit 80% de la population.

Quelques conséquences publiques.

La dette publique (France)

La dette publique est la somme des déficits publics annuels à laquelle il faut ajouter, chaque année les intérêts dus aux rentiers qui détiennent des titres de créances de la dette.

Les plans de rigueur que les « marchés », la Commission européenne et les gouvernements de l'UE veulent imposer aux salariés grecs, portugais ou espagnols seront bientôt le lot (à des rythmes et à des doses un peu différent) le lot de tous les salariés européens.

Il paraît donc urgent de nous interroger sur l'origine et le contenu de la dette publique française (*) et nous poser la question de sa légitimité.

Il y a tout d'abord et principalement l'abandon par les Etats (France Giscard/Pompidou 1973, ensuite reste de l'Europe, art 104 Traité de Maastricht et article 123 Traité de Lisbonne (article 101 selon J-M Harribey).

"Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des états membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales" d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leurs dette est également interdite."

Le résultat est accablant

Au total, entre le début de 1980 et la fin de 2006, nous avons payé 1 142 milliards d'euros d'intérêts.*La dette, quand à elle, a augmenté de 913 milliards d'euros. Pendant ces 26 ans, si nous avons pas eu à emprunter ces 913 milliards sur les marchés monétaires, c'est-à-dire si nous avons pu créer notre monnaie, faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées, si nous n'avions pas abandonné au profit des banques notre droit de seigneurage, c'est-à-dire le bénéfice, sous forme d'intérêts de la création monétaire, la dette qui était de 229 milliards d'euros début 1980 serait inexistante aujourd'hui.

*C'est tout à fait par hasard que ce montant de 1142 milliards d'euros représentant les intérêts payés soit équivalent au montant de la dette à fin 2006. Si nous avons par exemple considérés l'année 2000, le total de la dette des administrations publiques s'établissait à 913,48 milliards, alors que le cumul des intérêts payés s'établissait à 877, 8 milliards.

Conclusions

Les banques centrales nationales détenaient autrefois le privilège de créer la monnaie nécessaire au pays, mais depuis le milieu des années 70, les Etats ont transféré leur droit régaliens de création monétaire au système bancaire aujourd'hui totalement privé qui consent à lui prêter, mais avec intérêt.

Il n'y aurait pas ces monstrueuses dettes publiques si les Etats avaient conservé leur droit de création monétaire, au lieu d'emprunter aux banques et investisseurs institutionnels...qui! S'enrichissent au dépens des peuples que l'on va solliciter pour régler l'addition.

- La plupart de ces dettes sont illégitimes et doivent être répudiées
- le pouvoir de création monétaire doit être restitué aux banques centrales, doit être socialisé
- Il faut interdire aux banques privées de créer de la monnaie et ensuite les nationaliser, les socialiser...

Ultimes remarques

Les Etats ont abandonné ce droit de création monétaire parce qu'on leur a reproché de faire marcher la planche à billets donc de favoriser l'inflation notamment dans des buts électoraux...les Etats ont aussi parfois recouru à la planche à billets par le passé (assignats en France, Allemagne au début des années 1920,...) mais aujourd'hui on constate que la BCE qui s'était engagée à limiter l'évolution de la masse monétaire à 4,5% (croissance et inflation) laisse cette masse monétaire croître de 9,4% en moyenne sur les 8 ou 9 dernières années...

Question: la production et la consommation étant en rade, non seulement en France et en Belgique mais partout en eurozone, il est plus que probable que la plus grande partie de cette création monétaire est orientée vers les marchés financiers et alimente la **Spéculation**.

Selon Omar Aktouf (Canada) dans son livre « la stratégie de l'autruche » où il cite K.Marx et les économistes classiques, le tertiaire de circulation (mouvements commerciaux, financiers, spéculation...) n'est pas créateur de valeur excédentaire...et conclut donc que ce tertiaire de circulation ne peut que se nourrir de la valeur excédentaire dégagée des autres sphères de la

production économique.

Il faut autoriser les banques centrales et/ou publiques à émettre des "crédits" non remboursables et sans intérêt pour financer la création et l'entretien des écoles, hôpitaux, transports publics...

Il n'est pas nécessaire que ces crédits soient remboursés car dans ce cas il s'agit d'une dette (la monnaie) de la collectivité envers elle-mêmes.

Si les banques privées peuvent aujourd'hui émettre de la monnaie (du crédit) cette émission se fait contre intérêt, est rançonnée car une banque privée a comme finalité le profit.

Un Etat n'a, lui, pas vocation à faire du profit mais à assurer le lien, la paix social. Ce n'est évidemment pas la vision que nos hommes ou femmes politiques (y compris ceux qui se revendiquent du socialisme) mais...

Les législations européennes et nationales n'autorisent plus ces solutions mais ce n'est qu'un problème politique